Chloë GEYNET-DUSSAUZE

Née le 28 août 1989 à Montpellier – Nationalité française – Mariée, trois enfants

Maître de conférences en droit public

Adresse professionnelle : Sciences Po Lille, 9 rue Angellier, 59000 Lille
Courriel : chloegeynet@gmail.com

CURRICULUM VITAE

PARCOURS PROFESSIONNEL

2022-(…)	**Maître de conférences en droit public** *Sciences Po Lille*, CRDP-ERDP (Université de Lille) Chercheur associé, Aix-Marseille Université, Institut Louis Favoreu - GERJC (UMR DICE 7318)
2021-2022	**Enseignant-chercheur contractuel (Post-doc)** *Aix-Marseille Université*, Institut Louis Favoreu – GERJC (UMR DICE 7318)
2020-2021	**Enseignant-chercheur contractuel (LRU)** *Avignon Université*, Institut Louis Favoreu – GERJC (UMR DICE 7318)
2019-2020	**Chargée d'enseignement et de recherche**
2017-2018	*Aix-Marseille Université*, Institut Louis Favoreu – GERJC (UMR DICE 7318)
2018-2019	**Attachée temporaire d'enseignement et de recherche**
2016-2017	*Aix-Marseille Université*, Institut Louis Favoreu – GERJC (UMR DICE 7318)
2013-2016	**Contrat doctoral avec charge d'enseignement** *Aix-Marseille Université*, Institut Louis Favoreu – GERJC (UMR DICE 7318)

PARCOURS ACADEMIQUE

2013-2019 **Doctorat de droit public**, Faculté de droit et de Sciences Politiques de l'Université d'Aix-Marseille (ci-après FDSP-AMU), École doctorale des Sciences juridiques et politiques (ED 67).

Titre de la thèse, soutenue le 8 juillet 2019 à Aix-en-Provence : « ***L'obstruction parlementaire sous la Ve République. Étude de droit constitutionnel*** » (dir. A. VIDAL-NAQUET et S. DE CACQUERAY)

Prix de thèse :

- Prix des Éditions législatives pour la meilleure thèse en Droit public de la Faculté de droit d'Aix-Marseille Université, 2020.
- Premier prix de thèse de l'UMR DICE (7318), 2020.
- Prix spécial du jury du prix de thèse du Sénat, 2020.
- Prix de l'Institut Louis Joinet, catégorie « Concepts fondamentaux du droit constitutionnel », 2020.

2012-2013	**Master 2, Droit public approfondi, spécialité *Droits et libertés fondamentaux***, mention TB (major de promotion) *Aix-Marseille Université*
2011-2012	**Maîtrise de droit public**, mention B *Aix-Marseille Université*
2009-2011	**Diplôme universitaire des Sciences juridiques et morales de l'Institut Portalis**, mention B *Aix-Marseille Université* Sous la direction du professeur J.-B. D'ONORIO
2008-2011	**Licence en droit**, mention B *Aix-Marseille Université*
2007-2008	**Classe préparatoire**, (major de promotion) *Pôle Sup*, Montpellier (34)

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

I – COURS MAGISTRAUX

DROIT CONSTITUTIONNEL *(avec équipe de travaux dirigés)* – **Licence 1 AES**

Avignon Université, 2020-2021, 30 H.

INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES – Licence 1 Droit

Avignon Université, 2020-2021, 15 H.

INTRODUCTION AU DROIT ET AU VOCABULAIRE JURIDIQUE *(avec équipe de travaux dirigés)* – **Licence 1 Droit**

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, Droit, 24 H.

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, PARL (Parcours d'accompagnement réussite licence), 24 H.

DROIT ET LIBERTES FONDAMENTAUX *(avec équipe de travaux dirigés)* – **Licence 2 Droit**

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, 24 H.

ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPEENNE – Licence 2 Droit

Avignon Université, 2020-2021, 30 H.

INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET ORGANISATIONS EUROPEENNES – Licence 2 Droit

Formation continue (à distance)

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, 24 H.

DROIT MATERIEL DE L'UNION EUROPEENNE – *Licence 3 Droit*

Avignon Université, 2020-2021, 30 H.

INTRODUCTION AU DROIT PUBLIC ET AU SERVICE PUBLIC – *Master 1*

Sciences Po Lille, 2023-(…), Master 1 Sciences Po Lille-EDHEC, 18 H.

DROIT DES POLITIQUES EUROPEENNES – *Master 1*

Sciences Po Lille, 2022-(…), Master 1 Affaires publiques, 18 H.

PROCEDURE ADMINISTRATIVE APPROFONDIE – *Masters 1 et 2 Droit*

Avignon Université, 2020-2021, Master 1 droit numérique et Master 2 métiers du droit, 12 H.

DROITS ET LIBERTES FONDAMENTALES – *Master 2*

Sciences Po Lille, 2022-(…), Master 2 Affaires publiques, 18 H.

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT – *Transverse Master 2*

Sciences Po Lille, 2022-(…), 18 H.

DROIT CONSTITUTIONNEL – ***Prépa PGC Droit public***

Sciences Po Lille, 2023-(…), 9 H.

II – SEMINAIRES

L'ÉTAT

Sciences Po Lille, 2023-(…), Master 1 Affaires publiques, 9 H.

ACTUALITE DES PARLEMENTS EN EUROPE – 4e année Sciences Po

Sciences Po Lille, 2022-(…), Master 1 Affaires publiques européennes, 18 H.

INSTITUTIONS PUBLIQUES COMPAREES – MASTER 2

Université d'Aix-Marseille, 2013-2014, Master 2 Droit public approfondi, 6 H.

III – TRAVAUX DIRIGES ET CONFERENCES DE METHODES

DROIT CONSTITUTIONNEL – Licence 1 Droit

Formation initiale

Avignon Université, 2020-2021, cours de M. Michaël BARDIN.

Université d'Aix-Marseille, 2013-2020, cours des professeurs Patrick GAÏA, Xavier MAGNON, André ROUX, et de Mme Sophie de CACQUERAY.

Formation continue

Université d'Aix-Marseille, 2016-2017, 2018-2019 et 2021-2022, cours de Mme Priscilla JENSEL-MONGE.

Enseignement à distance

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, cours de Mme Priscilla JENSEL-MONGE.

DROIT ADMINISTRATIF – Licence 2 Droit

Université d'Aix-Marseille, 2014-2019 et 2021-2022, cours des professeurs Delphine COSTA et Didier JEAN-PIERRE.

Avignon Université, 2020-2021, cours de M. Pierre FRESSOZ.

DROIT EUROPEEN – 2e année Sciences Po

Sciences Po Lille, 2022-(…), cours du professeur Stéphane BRACQ.

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF – Licence 3 Droit

Université d'Aix-Marseille, 2014-2017, cours du professeur Olivier LE BOT.

CONTENTIEUX CONSTITUTIONNEL – Licence 3 Droit

Formation continue

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, cours de Mme Priscilla JENSEL-MONGE.

Enseignement à distance

Université d'Aix-Marseille, 2018-2019 et 2021-2022, cours du professeur Jean-François KERLEO et de Mme Priscilla JENSEL-MONGE.

DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX – Masters 1 Droits public et privé

Université d'Aix-Marseille, 2016-2017, cours du professeur Thierry S. RENOUX.

THEORIE DE LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE – Master 1 Droit public

Université d'Aix-Marseille, 2018-2019, cours du professeur Ariane VIDAL-NAQUET.

IV – AUTRES ENSEIGNEMENTS

- ***Masters***

PREPARATION A LA NOTE DE SYNTHESE

Avignon Université, 2020-2021, Master 1 droit notarial et Master 1 métiers du droit, 9 H.

- ***Autres (Préparation aux concours, DU, CU, Conférences-débats)***

DROIT ADMINISTRATIF

Avignon Université, 2020-2021, Institut d'études judiciaires, 15 H.

DROIT ADMINISTRATIF DE L'ANIMAL

Université d'Aix-Marseille, 2021-2022, CU Droit de l'animal de compagnie, 5 H.

DROIT DE L'ANIMAL DE COMPAGNIE

Université d'Aix-Marseille, 2020-(…), CU Droit de l'animal de compagnie, 3 H.

CONFERENCES-DEBATS

« L'obstruction parlementaire comme objet du droit », *Université Paris-Sorbonne*, janvier 2024, 2H.

« L'obstruction parlementaire peut-elle disparaître ? », *Université de Nanterre*, novembre 2023, 2H.

« La Ve République a 65 ans », *Université de Lyon 3*, octobre 2023, 2H.

« L'obstruction gouvernementale : une obstruction parlementaire comme les autres ? », *Sciences Po Lille*, mars 2023, 2H.

« L'obstruction parlementaire sous la Ve République : un abus de droit légitime ? », *Sciences Po Paris*, 2021, 2 H.

« L'obstruction parlementaire peut-elle disparaître ? », *Université d'Aix-Marseille*, 2020, diplôme universitaire des Sciences juridiques et morales (Institut Portalis), 3 H.

ACTIVITES DE RECHERCHE

I – PUBLICATIONS

OUVRAGE

1. *L'obstruction parlementaire sous la Ve République. Étude de droit constitutionnel*, IFJD, Lextenso/LGDJ, Coll. Des thèses, Paris, 2020, 648 p., ISBN : 978-2-37032-280-7.

DIRECTIONS DE PUBLICATION

Direction d'ouvrages

1. *La transparence gouvernementale*, en collaboration avec M. CARON et J.-F. KERLEO, IFJD, à paraître (été 2025).
2. *Repenser l'initiative législative dans et en dehors le Parlement*, en collaboration avec N. COLODROVSCHI-DANELCIUC, M. FATIN-ROUGE STEFANINI, Collection Louis Favoreu, à paraître (été 2025).
3. *2003-2023 : bilan et perspectives du Droit constitutionnel local*, en collaboration avec F. BENCHENDIKH, IFJD, 2024, 372 p., EAN : 9782370324160.

Direction de numéros de revue

1. « Dossier : L'obstruction parlementaire *», Revue française de droit constitutionnel,* 2023/3, n° 135, p. 527-698.

ARTICLES

Articles au sein de revues à comités de lecture

1. « Le travail parlementaire à l'épreuve du progrès technique : un jeu d'ombres et de lumières », ***Revue française de droit constitutionnel***, à paraître.
2. « Les groupes d'opposition parlementaire n'ont pas le monopole de l'obstruction : réflexions sur la diversité des protagonistes du phénomène obstructionniste », ***Revue française de droit constitutionnel***, 2023/3, n° 135, p. 557-575.
3. « L'abus de droit constitutionnel par les parlementaires », ***Les Cahiers Portalis***, 2023, n° 11, p. 81-91.
4. « À la recherche du principe de sincérité des lois de finances. Réflexions à partir des saisines parlementaires des lois de finances pour 2020 et 2021 », ***Revue française de finances publiques***, 2022, n° 158, p. 173-192.
5. « L'exercice du contrôle parlementaire durant la crise sanitaire de la Covid-19 », *in* E. BROSSET, T. RENOUX, E. TRUILHE, A. VIDAL-NAQUET (dir.), *Justice, contrôle et responsabilité de la décision publique : leçons de la crise sanitaire*, ***Confluence des droits***, DICE Éditions, 2022, p. 59-80.
6. « La contribution de la Commission nationale du débat public à la démocratie environnementale », ***Revue du droit public et de la Science politique en France et à l'étranger***, 2020, n° 4, p. 965-995.
7. « La résurrection du référendum local après le barrage de Sivens : une vraie fausse bonne idée », ***Revue générale des collectivités territoriales***, 2015, n° 37, p. 235-246.
8. « L'obstruction parlementaire à travers la jurisprudence du Conseil constitutionnel », ***Politeia***, 2014, n° 26, p. 399-415.

Articles au sein d'ouvrages

1. « Revaloriser l'initiative parlementaire française par sa collectivisation : une ambition impossible ? », *in* N. COLODROVSCHI-DANELCIUC, M. FATIN-ROUGE STEFANINI, C. GEYNET-DUSSAUZE, *Repenser l'initiative législative dans et en dehors le Parlement*, Collection Louis Favoreu, 2025, p. 73-88.
2. « L'appel manqué au citoyen local par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 », *in* F. BENCHENDIKH et C. GEYNET-DUSSAUZE, *2003-2023 : Bilan et perspectives du Droit constitutionnel local*, IFJD, 2024, p. 109-126.
3. « Retour vers le futur parlementaire. Réflexions uchroniques à propos de l'impact de l'élection directe du président de la République sur le Parlement », *in* J.-Ph. DEROSIER, 60 ans d'élection directe du président de la République, à paraître, (2024).
4. « S'il te plaît… Dessine-moi la Ve République sans article 49, alinéa 3 de la Constitution », in A. VIDAL-NAQUET, *Le Droit constitutionnel uchronique*, à paraître, (2024).
5. « La crise de la démocratie représentative : état des lieux en France », *in* G. SERGES (dir.), *Le dialogue des doctrines constitutionnelles : vers l'unité transfrontalière du droit constitutionnel ?*, Éditions Collana del Gruppo di Pisa, 20 p., à paraître (2024).
6. « La forme participative : l'hypothèse de l'initiative citoyenne mondiale », *in* O. DE FROUVILLE et D. ROUSSEAU, *Démocratiser l'Espace-Monde : le droit de participer aux affaires publiques au niveau mondial*, mare & martin, 2024, p. 219-231.
7. « La protection des droits fondamentaux par les présidents des assemblées parlementaires sous la Ve République », *in* A. BACHERT-PERETTI et P. JENSEL-MONGE, *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement ?*, mare & martin, 2023, p. 199-212.
8. « Government accountability (France) », en collaboration avec P. JENSEL-MONGE, partie relative à « la responsabilité du Gouvernement français », *in* M. MORABITO et G. TUSSEAU (dir.), *Projet Responsibility of Governments, Accountability and Legitimacy In European Nations (REGALIEN)*, École de Droit, Sciences Po Paris, Éditions Routledge, 28 p., à paraître (2023).
9. « Le discours antiparlementariste saisi par le droit sous la Ve République », *in* P. JENSEL-MONGE et A. VIDAL-NAQUET, *L'antiparlementarisme*, Bruylant, 2023, p. 158-175.

10. « Des Assemblées citoyennes *représentatives* : les défis de la mise en place et de la composition », *in* M. FATIN-ROUGE STEFANINI et X. MAGNON (dir.), *Les Assemblées citoyennes : nouvelle utopie démocratique ?*, Confluence des droits, 2022, p. 103-124.
11. « L'adaptation singulière du Parlement français durant la crise du coronavirus », en collaboration avec A. DE MONTIS, *in* G. LE FLOCH (dir.), *Covid-19, approches de droit public et de science politique*, Éditions Berger Levrault, 2021, p. 73-88, ISBN : 978-2-7013-2130-1.

Entrées de dictionnaires

1. « Droit des assemblées citoyennes », en collaboration avec M. FATIN-ROUGE STEFANINI *in* G. PETIT, L. BLONDIAUX, I. CASILLO, J.-M. FOURNIAU, G. GOURGUES, S. HAYAT, R. LEFEBVRE, S. RUI, S. WOJCIK, & J. ZETLAOUÏ-LEGER (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation*, DicoPart (2e édition), 2023 [en ligne].
2. Définition de « Clarté et sincérité des débats parlementaires », *in* D. CONNIL, P. JENSEL-MONGE, A. DE MONTIS (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Bruylant, coll. Études parlementaires, 2023, p. 187-190.
3. Définition de « Crédit-temps », *ibid.*, 2023, p. 315-319.
4. Définition de d'« Obstruction », *ibid.*, 2023, p. 756-759.
5. Définition de « Fait majoritaire » en collaboration avec P. JENSEL-MONGE, *ibid.*, 2023, p. 490-493.
6. Définition d'« Incidents de procédure » en collaboration avec J. PADOVANI, *ibid.*, 2023, p. 561-564.

Participation à un ouvrage collectif

1. « Commentaire des dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale relatives au droit de pétition », *in* D. REIGNIER et G. TOULEMONDE, *Droit constitutionnel*, Éditions Gualino, depuis 2022.

NOTES ET CHRONIQUES D'ACTUALITE ET DE JURISPRUDENCE

1. « L'obstruction du bloc majoritaire : une obstruction parlementaire comme les autres ? Réflexions à partir des débats portant sur la proposition de loi relative à la réintégration des soignants non-vaccinés », ***JP Blog***, 1er décembre 2022.
2. « Le Conseil de défense écologique, quelle légitimité ? », ***Blog de droit administratif***, 9 mai 2022.
3. « Une nouvelle mise à l'épreuve pour l'objectif de valeur constitutionnelle de protection de l'environnement. Note sous la décision n° 2021-968 QPC », ***Recueil Dalloz***, 21 Avril 2022, n° 15, p. 780-783.
4. « Réforme du Règlement du Sénat : se réinventer à cadre constitutionnel constant », en collaboration avec A. FOURMONT, ***JP Blog***, 8 octobre 2021.
5. Co-responsable de la Chronique France de l'*Annuaire international de justice constitutionnelle*, en collaboration avec A. BACHERT-PERETTI et J. PADOVANI, depuis 2021 :
    a. « France », in *Annuaire international de justice constitutionnelle : 2020*, Economica-PUAM, 2021, p. 975-1023, ISBN : 978-2-7178-7223-1.
    b. « France », in *Annuaire international de justice constitutionnelle : 2021*, Economica-PUAM, 2022, p. 685-715, ISBN : 978-2-7178-7251-4.
    c. « France », in *Annuaire international de justice constitutionnelle : 2022*, Economica-PUAM, 2023.

AUTRES TRAVAUX

1. « Entretien : *Rien n'interdit d'imaginer l'utilisation de la notion d'abus en droit constitutionnel* », *in* « Enquête : Pourquoi l'absence de fair-play des dirigeants politiques français écorne les institutions et la vie démocratique », M. DUPONT, 15 février 2025.

2. « A propos de l'évolution de la Constitution de 1958 », *Dalloz Actu étudiant*, 14 décembre 2023.
3. « La politisation des présidents de l'Assemblée questionne leur capacité à demeurer des arbitres impartiaux du travail parlementaire », Tribune, *Le Monde*, 9 juin 2023.
4. « Repensons la fonction de représentation en revalorisant le rôle du parlementaire », en collaboration avec A. BACHERT-PERETTI, *in* M. CARON, B. MOREL et N. DUFRENE (dir.), *Réveiller la démocratie*, Éditions de l'Atelier, 2022, p. 52-55.

II – COMMUNICATIONS ORALES LORS DE COLLOQUES ET DE JOURNEES D'ETUDES

1. « La lutte contre l'obstruction parlementaire en matière budgétaire et sociale », *in* M. CARPENTIER et V. DUSSART, *Le droit parlementaire financier : état des lieux et pistes d'évolution*, Université de Toulouse, 5 et 6 décembre 2024.
2. Participation aux Journées Parlement/Université, 12 janvier 2024, Palais Bourbon, D. CONNIL, P. JENSEL-MONGE, A. DE MONTIS (dir.).
3. « Le travail parlementaire à l'épreuve du progrès technique », *in* CJRC, *Penser constitutionnellement le progrès technique*, Université de Nice, 30 novembre 2023.
4. « L'impossible participation civique à l'élaboration de la norme ? Réflexions à partir de la marginalisation du citoyen local en 2003 », *in* F. BENCHENDIKH et C. GEYNET-DUSSAUZE, *2003-2023 : Bilan et perspectives du Droit constitutionnel local*, 16-17 novembre 2023.
5. « Empêcher le déroulement des niches parlementaires : l'obstruction du bloc majoritaire à l'Assemblée nationale », XI^e^ Congrès français de droit constitutionnel, Toulon, 15-17 juin 2023.
6. Table ronde *L'exercice du droit d'initiative parlementaire*, *in* N. COLODROVSCHI-DANELCIUC, M. FATIN-ROUGE STEFANINI, C. GEYNET-DUSSAUZE, *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée*, Aix-en-Provence, 8-9 juin 2023.
7. Participation aux Journées Parlement/Université, 27 janvier 2023, Palais du Luxembourg, D. CONNIL, P. JENSEL-MONGE, A. DE MONTIS (dir.).
8. « Le droit constitutionnel comme support au déploiement de la démocratie environnementale », *in* World Congress of Constitutional Law, Université de Johannesburg, 03-09 décembre 2022.
9. « L'impact de la révision constitutionnelle de 1962 sur le Parlement », *in* J.-P. DEROSIER, *60 ans d'élection directe du Président de la République : Genèse, bilan et perspectives,* Université de Lille, 24-25 novembre 2022.
10. « La forme participative : l'hypothèse de l'initiative citoyenne mondiale », *in* O. DE FROUVILLE et D. ROUSSEAU, *Démocratiser l'Espace-Monde : le droit de participer aux affaires publiques au niveau mondial*, CRDH, Panthéon-Assas Université et Institut des sciences juridique et philosophique de La Sorbonne, 20-21 octobre 2022.
11. « Penser la crise de la démocratie représentative », *in* P. ALLORANT, W. BADIER et J. GARRIGUES, *Les pouvoirs politiques et parlementaires en temps de crise et d'exception*, Comité d'histoire parlementaire et politique, Palais du Luxembourg, 23 septembre 2022.
12. « Legitimising normative action of public authorities in times of crisis : a comparative law study », in « *Governing in time of crisis. Political institutions during crisis : from resistance to resilience* », Projet européen CIVIS sous la direction scientifique d'A. VIDAL-NAQUET et P. JENSEL-MONGE, Aix-Marseille Université, Université d'Athènes et Université libre de Bruxelles, Université d'été, Aix-en-Provence/Marseille, 7 juillet 2022.
13. « Le rôle des Présidents des assemblées parlementaires sous la V^e^ République en matière de protection des droits fondamentaux », sous la direction scientifique d'A. BACHERT-PERETTI et P. JENSEL-MONGE, *Les droits fondamentaux : quels enjeux pour le Parlement*, Aix-en-Provence, 24 juin 2022.
14. Table ronde *La responsabilité du pouvoir exécutif national : le point de vue des territoires*, *in* S. MOUTON et P. ESPLUGAS-LABATUT (dir.), Université Toulouse-Capitole, 21 janvier 2022.
15. « L'utilisation du droit de pétition pour la construction de la norme : perspective comparée entre la France

et le Canada », *in* M. FATIN-ROUGE STEFANINI et P. KRUZSLICZ, *Les modalités de la participation citoyenne*, Aix-Marseille Université, 9 décembre 2021.

16. « La crise de la démocratie représentative : état des lieux en France », *in* G. SERGES (dir.), *Le dialogue des doctrines constitutionnelles : vers l'unité transfrontalière du droit constitutionnel ?*, Colloque franco-italien pour les dix ans de la CJRC, Rome, 28-30 octobre 2021.
17. Table ronde *Les traductions contemporaines de l'antiparlementarisme – Regards croisés*, *in* P. JENSEL-MONGE et A. VIDAL-NAQUET (dir.), *L'antiparlementarisme*, Aix-en-Provence, 27-28 mai 2021.
18. « L'exercice du contrôle parlementaire durant la crise sanitaire de la Covid-19 », *in* E. BROSSET, T. RENOUX, E. TRUILHE, A. VIDAL-NAQUET (dir.), *Justice, contrôle et responsabilité de la décision publique : leçons de la crise sanitaire*, XIII[e] Journée de l'UMR DICE, Aix-en-Provence, 19 février 2021.
19. « Des Assemblées citoyennes *représentatives* : les défis de la mise en place et de la composition », *in* M. FATIN-ROUGE STEFANINI et X. MAGNON (dir.), *Les Assemblées citoyennes : nouvelle utopie démocratique ?*, Aix-en-Provence, 4 décembre 2020.
20. « Le Président de séance, arbitre institutionnel : l'exemple du *Speaker* britannique », *in* J. GARRIGUES (dir.), *L'Assemblée nationale sous la V[e] République : 60 ans d'histoire*, Palais-Bourbon, 30 novembre 2018.
21. « L'interprétation de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 par le Sénat », *in* J. GARRIGUES (dir.), *Le Sénat de la V[e] République : 60 ans d'histoire*, Palais du Luxembourg, 8 octobre 2018.
22. « L'utilisation du référendum au niveau local : entre exploitations politiques et contraintes juridiques, l'exemple français », *in* Congrès mondial de droit constitutionnel, Oslo, 16-20 juin 2014.
23. « L'obstruction parlementaire à travers la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *in* Congrès français de droit constitutionnel, Lyon, 26-28 juin 2014.

III – RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

PROJETS DE RECHERCHE

1. Legislation, Innovation, société (LEXIS), *La participation citoyenne à la définition des lois*, Projet financé par le Gouvernement du Canada, Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), dir. Pierre Noreau et Y. Sénéchal (2024-2028).
2. Membre de la Chaire d'Études parlementaires, Université de Lille (2024 - …).
3. *Projet Responsibility of Governments, Accountability and Legitimacy In European Nations (REGALIEN)*, sous la direction scientifique de M. MORABITO et G. TUSSEAU, École de Droit, Sciences Po Paris, 2020-2023.
4. *La participation des citoyens aux projets politiques en France et en Hongrie : entre renouveau et enjeux constitutionnels* (*PARCIPROPO)*, sous la direction scientifique de M. FATIN-ROUGE STEFANINI et P. KRUZSLICZ (dir.), Aix-Marseille Université et Université de Szeged, 2021-2022.
5. *Les pouvoirs politiques et parlementaires en temps de crise et d'exception*, sous la direction scientifique de P. ALLORANT, W. BADIER et J. GARRIGUES, Comité d'histoire parlementaire et politique, 2020-2022.

RESPONSABILITE AU SEIN DE PROJETS COLLECTIFS

1. Responsable du Chantier n° 4 (*Les consultations citoyennes portant sur les lois en cours d'élaboration*), *in* Legislation, Innovation, société (LEXIS), *op. cit.*, 2024-2028.
2. Co-coordonnatrice de la thématique « Législatif » (en collaboration avec T. DUCHARME) du « Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions » (GRECI) dirigé par J.-Ph. DEROSIER (2023).

RESPONSABILITE EDITORIALE

1. **Membre du Comité de rédaction** (2015 - …) **et directrice de rubrique** (2015-2024) **de la revue juridique *Les Cahiers Portalis*** (direction d'une équipe de rédaction, organisation d'entretiens, etc.).

ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Direction scientifique

1. « 2003-2023 : Bilan et perspectives du droit constitutionnel local », en collaboration avec F. BENCHENDIKH, Sciences Po Lille, 16-17 novembre 2023.
2. « Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée », en collaboration avec N. COLODROVSCHI-DANELCIUC et M. FATIN-ROUGE STEFANINI, Aix-en-Provence, 8-9 juin 2023.
3. « Le dualisme juridictionnel : vieille controverse ou nouveaux enjeux ? », chargée de l'organisation de la VII[e] *Conférence Portalis*, Aix-en-Provence, 25 septembre 2018.

Membre du comité d'organisation

1. « 2[e] Conférence d'actualité littéraire juridique : la fabrique de la loi », avec É. MOYSAN-JEANNARD, Le Mans Université, 19 avril 2025.
2. « La responsabilité de l'exécutif, approches croisées », co-chargée de l'organisation du colloque dans le cadre du *Projet Responsibility of Governments, Accountability and Legitimacy In European Nations (REGALIEN)*, sous la direction scientifique de M. MORABITO et G. TUSSEAU, Aix-en-Provence, 7 octobre 2022.
3. « *Governing in time of crisis. Political institutions during crisis : from resistance to resilience* », Projet européen CIVIS sous la direction scientifique d'A. VIDAL-NAQUET et P. JENSEL-MONGE, Aix-Marseille Université, Université d'Athènes et Université libre de Bruxelles, Université d'été, Aix-en-Provence/Marseille, 4-8 juillet 2022.
4. « L'Assemblée nationale sous la V[e] République : 60 ans d'histoire », chargée de la co-organisation du colloque du Comité d'histoire parlementaire et politique, sous la direction scientifique de J. GARRIGUES, Palais-Bourbon, 30 novembre 2018.
5. « La culture constitutionnelle du peuple », chargée de l'organisation financière et du soutien à l'organisation de la VII[e] journée d'études de la jeune recherche constitutionnelle, Toulon, 9 novembre 2018.

RESPONSABILITES UNIVERSITAIRES

1. Co-responsable Majeure Affaires Publiques (Masters 1 et 2), en collaboration avec S. FROMONT, Sciences Po Lille (2023-…).
2. Membre du jury du meilleur mémoire de Sciences Po Lille (2023-…).
3. Membre du jury du Prix de Master Dufaure-CHPP (2023-…).

ACTIVITES ASSOCIATIVES ACTUELLES

Membre de **l'association *Parlons démocratie*** (2021-…).
Membre du **Conseil d'administration** du **Comité d'histoire parlementaire et politique** (2018-…).
Membre de l'**Association française de droit constitutionnel** (2013-…).